

Un parti qui diverge sur des questions de style, pas de contenu

Werner Seitz, politologue, estime que le parti des exclus et des dissidents de l'UDC pourra faire illusion sur le court terme, mais sera condamné à la ligue régionale à long terme



Quelles sont les chances du nouveau parti en train de se constituer autour des exclus grisons et des dissidents bernois et glaronais de l'UDC? Il a le handicap de ne pas présenter de nouveaux contenus. Les raisons de sa création n'ont rien à voir avec une réorientation du programme suite à des divergences sur le fond avec l'UDC suisse, mais avec des questions de style.

Dans la grande majorité des cas, les représentants du nouveau parti ont adopté la même ligne politique que l'UDC suisse. Certaines différences se sont certes manifestées dans des thèmes de politique extérieure – politique européenne, libre circulation des personnes, engagements militaires à l'étranger – et sur des questions touchant à l'Etat de droit. Mais c'est peu pour justifier la création d'un nouveau parti. Au quotidien, celui-ci devrait bientôt rencontrer des difficultés à se positionner et à se profiler entre l'UDC et le Parti radical. De plus, ces trois partis cantonaux ne sont pas homogènes dans leur ligne politique. Ils se retrouvent surtout dans leur volonté de prendre leurs distances avec le style politique de l'UDC d'inspiration zurichoise.

Dans sa phase de départ, le nouveau parti peut assurément avoir une chance, grâce surtout aux personnalités politiques de haut rang qui soutiennent ce

projet. Mais à long terme, ses perspectives sont faibles. Coupés d'une participation active à la politique fédérale, ses représentants sont condamnés à jouer en ligue régionale.

Ils devraient ainsi subir le sort de la plupart des groupes dissidents dans l'histoire des partis. Au début, ils jouissent de la sympathie et de l'attention des médias et du public. Mais avec le temps, ce soutien s'estompe. Que reste-t-il aujourd'hui des insurgés à la droite du Parti socialiste qui ont mis le parti sous pression dans les années 1980? Et qui avaient même ravi un siège dans les gouvernements de Fribourg et de Bâle-Ville? Et plus proche de nous, qui parle encore des dissidents des UDC de Bâle, Genève et Argovie?

Un coup d'œil sur les noms des

Un coup d'œil sur les noms des dissidents montre qu'il s'agit avant tout de la résistance d'une élite

actuels dissidents à Berne, à Glaris et dans les Grisons montre qu'il s'agit avant tout de la résistance d'une élite. Une élite qui a souffert du style autoritaire de l'UDC, mais aussi une élite qui continue à tenir le consensus pour une valeur de premier ordre de la culture politique suisse.

Après le départ ou l'exclusion – des modérés dans trois cantons, l'UDC suisse devrait resserrer ses rangs et se retrouver encore plus homogène. C'est bon pour son rôle de parti d'opposition. Mais même pour l'UDC, l'opposition

n'est pas un but en soi. Elle endosse ce rôle pour se rapprocher de son but, à savoir un retournement conservateur en Suisse. Mais elle a besoin pour cela, et elle le sait, de siéger dans les exécutifs. Une tâche assumée jusqu'à maintenant surtout par des représentants de son aile modérée, avec des positions sur le fond qui ne s'éloignaient que marginalement de la ligne du parti national.

Sous cet angle-là, l'homogénéité accrue de l'UDC après le départ de son aile modérée pourrait se révéler une victoire à la Pyrrhus.

Si les partisans d'une politique d'opposition sans concession s'imposent, l'UDC se verrait poussée encore plus vers la droite de l'échiquier politique, où elle pourrait, à la grande joie des dissidents, marcher dans les traces d'un parti élargi des automobilistes. Cela lui garantirait une certaine publicité, mais lui assurerait à peine l'influence politique désirée.

Car il y a encore au sein de l'UDC quelques politiciens qui rêvent de mettre en pratique une politique conservatrice de droite dans des gouvernements de concordance. On les trouve dans les plus anciennes sections cantonales comme l'UDC thurgovienne. Même si sa remarque sur l'hypothèque que pourrait constituer Christoph Blocher a fait plus de bruit, le conseiller national Peter Spuhler s'est clairement exprimé dans une récente interview au *Tages-Anzeiger* en faveur d'une politique pragmatique qui comprenne des alliances avec d'autres partis. Et a présenté comme but important un retour de l'UDC au Conseil fédéral.

Le Conseil fédéral est également concerné par les turbulences à l'UDC, puisqu'à la suite de l'exclusion d'Eveline Widmer-Schlumpf et du retrait de Samuel Schmid, l'UDC n'est plus représentée dans le collège. C'est la fin de la concordance arithmétique. Même si le Conseil fédéral conserve un caractère concordant, toutes les forces politiques importantes ne sont plus impliquées dans le gouvernement. Le parti qui a récolté le plus de suffrages manque. Cela marque aussi l'échec de la stratégie des dernières années de vouloir intégrer l'UDC au Conseil fédéral par le biais de ses membres considérés comme consensuels.

Le temps qui reste jusqu'aux élections de 2011 peut être considéré comme une période de transition. Pour l'UDC elle-même, qui doit définir le rôle qu'elle veut jouer dans la politique suisse. Mais aussi pour les autres partis, qui doivent lancer la réflexion sur la composition du Conseil fédéral. Les deux sièges des ex-représentants de l'UDC, avec d'autres vacances possibles, représentent une occasion unique de recomposition politique du collège. L'éventail des possibilités va d'une réintégration de l'UDC jusqu'à des coalitions de diverses couleurs.

Mais pour cela, il faut des visions politiques et des stratégies pour les appliquer. Si une majorité arrive à se mettre d'accord sur ces objectifs, une nouvelle clé de répartition au Conseil fédéral peut être définie. Et si elle fait ses preuves, nous pourrions à nouveau la qualifier de «formule magique».